



Assemblée générale

Distr. générale
18 novembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 19 de l'ordre du jour

**Suivi de l'application du Nouveau Programme
pour les villes et renforcement du Programme
des Nations Unies pour les établissements humains
(ONU-Habitat)**

Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Juillet 2022-juin 2024

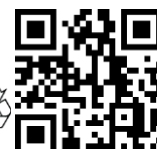
Rapport du Secrétaire général*

Résumé

Le présent rapport, soumis en application du paragraphe 23 de la résolution [77/173](#) de l'Assemblée générale, fait le point sur la mise en œuvre de la résolution et donne un aperçu des activités menées par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) depuis la publication du précédent rapport du Secrétaire général sur le suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et sur le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains ([A/77/310](#)).

Le Secrétaire général résume les activités menées par ONU-Habitat aux niveaux mondial, régional, national et infranational, présente un aperçu thématique et régional des quatre sous-programmes d'ONU-Habitat et des questions intersectorielles qui l'intéressent, et rend compte de la mise en place de la nouvelle structure de gouvernance, qui comprend l'Assemblée d'ONU-Habitat, le Conseil exécutif d'ONU-Habitat et le Comité des représentants permanents auprès d'ONU-Habitat, conformément à la résolution [77/173](#) de l'Assemblée générale.

* Le présent rapport a été soumis aux services de conférence après la date limite afin que puissent y figurer les informations les plus récentes.



I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis en application du paragraphe 23 de la résolution [77/173](#) de l'Assemblée générale, fait le point sur la mise en œuvre de la résolution et donne un aperçu des activités menées par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) depuis la publication du précédent rapport du Secrétaire général sur le suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et sur le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains ([A/77/310](#)).

2. Sous la conduite de l'ancienne Directrice exécutive d'ONU-Habitat, Maimunah Mohd Sharif, jusqu'au 19 janvier 2024, puis sous la direction du Directeur exécutif par intérim, Michal Mlynár, jusqu'au 11 août 2024, et enfin sous la supervision de l'actuelle Directrice exécutive, Anacláudia Roszbach, le Programme a facilité le fonctionnement du Conseil exécutif d'ONU-Habitat et assuré l'organisation de la première partie de la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat, tenue en juin 2023.

3. Depuis 2022, le Programme met en œuvre le plan stratégique d'ONU-Habitat pour la période 2020-2023. Par ses décisions 2/1 et 2/2, l'Assemblée d'ONU-Habitat a prolongé le cycle du plan stratégique jusqu'en 2025 afin de l'aligner sur le processus d'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. ONU-Habitat a assuré une meilleure cohérence avec la réforme du système des Nations Unies pour le développement et a aidé les pays à mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes. Il est essentiel de faire le point sur les enseignements tirés de l'expérience dans la perspective de 2026, qui marquera la moitié de la décennie 2016-2036, sur laquelle s'étend le Nouveau Programme pour les villes.

II. Nouvelle structure de gouvernance et travaux de l'Assemblée d'ONU-Habitat, du Conseil exécutif et du Comité des représentants permanents

A. Aperçu général de la nouvelle structure de gouvernance

4. Les travaux d'ONU-Habitat étaient guidés par trois principaux organes exécutifs : l'Assemblée générale, notamment par l'intermédiaire du Conseil économique et social, le Conseil d'administration d'ONU-Habitat et le Comité des représentants permanents.

5. Dans sa résolution [73/239](#), l'Assemblée générale a décidé de dissoudre le Conseil d'administration d'ONU-Habitat et de le remplacer par l'Assemblée d'ONU-Habitat, à composition universelle. Elle a conservé le Comité des représentants permanents auprès d'ONU-Habitat et créé le Conseil exécutif d'ONU-Habitat. L'Assemblée d'ONU-Habitat fait directement rapport à l'Assemblée générale par l'entremise du Conseil économique et social. Le Conseil exécutif fait rapport à l'Assemblée générale durant les années où l'Assemblée d'ONU-Habitat n'est pas en session.

B. Assemblée du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

6. Au cours de la période à l'examen, 132 États Membres ont participé à la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat, qui s'est tenue du 5 au 9 juin 2023,

à Nairobi. À cette session, l'Assemblée a prolongé jusqu'en 2025 le cycle du plan stratégique d'ONU-Habitat pour la période 2020–2023, afin de l'aligner sur le processus d'examen quadriennal complet des politiques.

7. L'Assemblée d'ONU-Habitat a adopté par consensus 10 résolutions portant sur une série de questions cruciales visant à favoriser un développement urbain durable et à concrétiser les principes et les engagements du Nouveau Programme pour les villes. Elle a également adopté une déclaration ministérielle intitulée « Un avenir urbain durable grâce à un multilatéralisme inclusif et efficace : atteindre les objectifs de développement durable en temps de crises mondiales ».

8. L'Assemblée d'ONU-Habitat a décidé de reprendre sa deuxième session les 29 et 30 mai 2025. Le rapport qu'elle a présenté à l'Assemblée générale sur les travaux de sa deuxième session ajournée a été publié sous la cote [A/79/8](#), tandis que le compte-rendu de la session figure dans le document HSP/HA.2/11/Rev.1.

C. Conseil exécutif

9. Le Conseil exécutif se réunit au moins deux fois par an depuis 2019. Au cours de la période considérée, il a tenu ses sessions du 21 au 23 novembre 2022, les 28 et 29 mars 2023 et du 28 au 30 novembre 2023. En 2024, il a tenu une session du 6 au 8 mai, la deuxième étant prévue du 4 au 6 décembre. La liste des membres du Conseil exécutif et la composition de son bureau sont disponibles sur le site Web d'ONU-Habitat.

10. Le Conseil exécutif est notamment chargé d'examiner la mise en œuvre du plan stratégique, des résolutions et des décisions d'ONU-Habitat, les questions financières, budgétaires et administratives, et l'exécution des activités normatives et opérationnelles d'ONU-Habitat.

D. Comité des représentants permanents

11. Au cours de la période considérée, et conformément aux dispositions de la résolution [73/239](#) de l'Assemblée générale, le Comité des représentants permanents a organisé plusieurs consultations informelles entre les États Membres sur les projets de texte qui pourraient être examinés par l'Assemblée d'ONU-Habitat à sa deuxième session. Les travaux préparatoires de la deuxième session ont été achevés lors de la deuxième réunion à participation non limitée du Comité¹, qui s'est tenue du 29 au 31 mai et le 2 juin 2023.

12. À sa deuxième réunion à participation non limitée, le Comité des représentants permanents a établi et recommandé 10 projets de résolution, un projet de déclaration ministérielle et 5 projets de décision devant être examinés par l'Assemblée d'ONU-Habitat à sa deuxième session (voir [HSP/OECPR.2023/2](#) et [HSP/OECPR.2023/3](#)).

13. Le Bureau du Comité des représentants permanents s'est réuni régulièrement afin de préparer la réunion à participation non limitée et la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat et a participé aux réunions conjointes des bureaux des organes directeurs d'ONU-Habitat.

¹ Voir <https://unhabitat.org/open-ended-meeting-of-the-committee-of-permanent-representatives-to-prepare-for-the-second-HabitatAssembly>.

III. Bilan de la situation financière et perspectives de croissance

14. Le financement d'ONU-Habitat provient de quatre sources : a) le budget ordinaire de l'ONU ; b) le budget général de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains ; c) les ressources préaffectées de la Fondation (aussi appelées ressources réservées à des fins spéciales), destinées à financer les programmes mondiaux et les projets régionaux ; d) le budget au titre de la coopération technique, destiné à financer les projets sous-régionaux et nationaux. En 2023, toutes sources confondues, le montant total des produits a augmenté de 13 % par rapport à l'année précédente, s'établissant à 223 millions de dollars.

15. Au cours de la période considérée, ONU-Habitat a restauré et stabilisé son financement extrabudgétaire non préaffecté. En 2022, le budget général de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains a triplé par rapport à l'année précédente, atteignant 7,36 millions de dollars. En raison de cette évolution, qui est allée de pair avec un renforcement des mesures d'austérité, la Fondation a enregistré son premier excédent depuis plus de dix ans et son actif net se situe actuellement à son niveau le plus élevé depuis 2016. En 2023, la Fondation a reçu des contributions de 30 États Membres, soit le plus grand nombre depuis dix ans, et le taux de participation des États d'Afrique a atteint un niveau record.

16. En 2023, dans sa décision 2023/4 (voir [HSP/EB.2023/23](#)), le Conseil exécutif d'ONU-Habitat a approuvé le dispositif de modulation des ressources pour le budget général de la Fondation, après examen du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Ce dispositif, le premier du genre dans le système des Nations Unies, sert de schéma directeur pour l'établissement des futurs budgets portant sur les ressources extrabudgétaires non préaffectées. Par cette même décision, le Conseil exécutif a décidé d'autoriser la conclusion d'un accord avec la Fondation pour des villes et des communautés durables, fonds d'investissement privé ayant pour seul bénéficiaire ONU-Habitat. Autre nouveauté dans le système des Nations Unies, ce fonds d'investissement consacrerait une partie de son revenu net au financement extrabudgétaire des activités de base d'ONU-Habitat.

17. À sa deuxième session, l'Assemblée d'ONU-Habitat a adopté la résolution 2/10 sur le financement équitable, par laquelle elle a créé le guichet de financement de l'action urbaine², mécanisme novateur permettant de réaffecter les soldes inutilisés de projets aux fins de l'application de ses résolutions.

IV. Activités menées au niveau mondial

18. Au cours de la période considérée, ONU-Habitat a poursuivi ses efforts ciblés au niveau mondial en mettant en œuvre une série de programmes mondiaux spécialement adaptés et en intensifiant l'action menée pour promouvoir l'urbanisation durable dans diverses régions, grâce à une combinaison d'activités telles que l'élaboration d'orientations normatives, le pilotage d'opérations dans plusieurs pays, le renforcement des capacités et la gestion des connaissances.

A. Programmes mondiaux

19. Au fil des ans, plusieurs programmes mondiaux ont été lancés et menés à bien, et nombre d'entre eux ont contribué à promouvoir l'urbanisation durable à l'échelle

² Voir ONU-Habitat, « Drafting the terms of reference of the urban action funding window », 30 octobre 2023.

internationale et à rendre les villes et les communautés plus sûres, plus inclusives et plus résilientes. ONU-Habitat a réalisé une évaluation interne des programmes mondiaux en cours et achevés récemment, à la suite de laquelle il a décidé de rationaliser les programmes existants et de les ramener à un nombre réduit d'initiatives clés, en supprimant progressivement les activités relevant de ces programmes, en les allégeant ou en les intégrant dans son programme ordinaire.

20. Le Programme pour des villes plus sûres a aidé plus de 100 millions de personnes à améliorer leur cadre de vie en renforçant la sécurité urbaine et la prévention de la criminalité. Lancé il y a 23 ans, ce programme a contribué à la mise en œuvre de réformes politiques et législatives dans 25 pays, mobilisé 124 partenaires et facilité la diffusion de plus de 20 produits normatifs stratégiques clés, l'objectif étant de soutenir les efforts de renforcement des capacités afin de promouvoir des environnements urbains sûrs et de prévenir la criminalité, la violence et l'insécurité dans les villes.

21. Le Réseau mondial des instruments fonciers a aidé directement plus de 1,5 million de personnes en assurant leur sécurité foncière et a permis à de nombreuses autres personnes de bénéficier d'avantages indirects tels que l'amélioration des systèmes de gouvernance et de gestion des terres. Ces 18 dernières années, le Réseau a soutenu la mise en œuvre de réformes politiques, législatives et administratives dans plus de 30 pays, collaboré avec 84 partenaires mondiaux et des centaines de partenaires de réalisation, et lancé 18 produits normatifs stratégiques clés, à savoir des outils fonciers reconnus s'accompagnant de méthodes, de données et de supports de formation. Le programme participatif d'amélioration des taudis a permis à 15 millions de personnes d'accéder à un logement, à des services et à des infrastructures de base, à la sécurité de la propriété foncière et à des moyens de subsistance. Au cours des 14 dernières années, dans le cadre du programme, des activités ont été menées dans plus de 40 pays, des réformes politiques et législatives ont été mises en œuvre dans 30 pays et un appui a été fourni à 21 pays pour l'élaboration de nouvelles politiques. Le programme a mobilisé environ 250 partenaires et permis de lancer 42 produits normatifs.

22. Le Fonds d'affectation spéciale pour les services urbains de base a permis à 3 millions de personnes d'accéder à des services essentiels. Au cours des 20 dernières années, le programme du Fonds, doté de 219 millions de dollars, a permis de mener des activités dans plus de 200 villes et villages de 39 pays. En outre, le programme a contribué à la mise en œuvre de réformes politiques et législatives dans 20 pays, mobilisé plus de 50 partenaires et facilité la diffusion de 10 produits normatifs stratégiques clés, dont 5 rapports mondiaux. Le programme Waste Wise Cities a aidé près de 220 millions de personnes à accéder à des services de gestion des déchets. Depuis 2018, dans le cadre du programme, des activités ont été menées dans 65 pays en coopération avec 311 administrations locales, des réformes politiques et législatives ont été mises en œuvre dans 13 pays avec l'appui de 26 administrations locales, 81 partenaires ont été mobilisés et 3 produits normatifs stratégiques clés ont été lancés. La Plateforme africaine des villes propres a aidé 1,5 million de personnes à accéder à des services de gestion des déchets. Depuis 2017, dans le cadre de ce programme, des activités ont été menées dans 47 pays, des réformes politiques et législatives ont été mises en œuvre dans 25 villes de 12 pays, 14 partenaires ont été mobilisés et 3 produits normatifs stratégiques clés ont été lancés.

23. L'Alliance mondiale des partenariats d'entreprises de distribution d'eau a fourni des services à environ 50 millions de personnes, en dirigeant un réseau d'opérateurs du secteur de l'eau et en soutenant l'exploitation de 500 équipements collectifs dans plus de 70 pays, grâce à la mobilisation de plus d'un milliard de dollars d'investissements (principalement en Asie). Ces 15 dernières années, 150 institutions

et 1 000 personnes originaires de 103 pays ont rejoint l'Alliance. Forte de son rôle de chef de file mondial pour ce qui est de nouer des partenariats dans le secteur de l'eau, l'Alliance a organisé cinq congrès mondiaux sur ces partenariats et élaboré des produits normatifs clés, notamment la base de données mondiale sur les entreprises de distribution d'eau.

24. Le Programme mondial sur les espaces publics a aidé plus de 2,8 millions de personnes à accéder à des espaces publics de qualité et socialement inclusifs. Au cours des 12 dernières années, le programme a soutenu la mise en œuvre d'activités dans 102 villes de 55 pays, mobilisé plus de 800 partenaires et facilité le lancement de 11 produits normatifs stratégiques clés. Le Laboratoire de planification et d'aménagement du milieu urbain³ intervient dans une cinquantaine de pays et collabore avec plus de 40 partenaires de 109 villes afin d'améliorer l'environnement urbain et les moyens de subsistance et de mettre en œuvre des réformes politiques et législatives, et il a lancé 10 produits normatifs stratégiques clés ces 10 dernières années.

25. Mis en œuvre dans 10 pays, le Programme mondial « Future Cities » a permis de renforcer la durabilité urbaine pour les habitants de 19 villes, dans le cadre de 30 projets urbains porteurs de transformation sur la planification urbaine, la mobilité, la résilience et les données. Entre 2018 et 2022, dans le cadre du programme, des réformes politiques et législatives ont été mises en œuvre dans 10 pays, 26 partenaires ont été mobilisés et 5 produits normatifs stratégiques clés ont été lancés.

26. Le Programme mondial pour la résilience des villes a aidé environ 40 millions de personnes à réduire les risques qui menacent leurs villes et leurs communautés et à renforcer leur résilience. Depuis 2013, dans le cadre du programme, des activités ont été menées dans 31 pays, des réformes politiques et législatives ont été mises en œuvre dans 6 pays, des centaines de partenaires ont été mobilisés et plus de 60 produits normatifs stratégiques clés ont été lancés. Le programme fait partie de la campagne « Making Cities Resilient », qui regroupe plus de 3 000 villes signataires, ce qui en fait la première initiative mondiale visant à promouvoir l'action menée par les villes en matière de réduction des risques de catastrophe et de résilience.

27. Enfin, dans le domaine politique, le Programme pour des politiques urbaines nationales est mis en œuvre depuis 9 ans dans plus de 64 pays afin de favoriser l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'examen des politiques urbaines nationales et infranationales et de souligner la nécessité de mettre en place des politiques nationales de gestion durable de l'urbanisation. Le programme a également permis de mener des réformes politiques et législatives dans les pays participants, de collaborer avec plus de 20 partenaires et de lancer plus de 20 produits normatifs stratégiques clés.

B. Activités de sensibilisation à l'échelle mondiale

28. Les efforts de sensibilisation que mène ONU-Habitat au niveau mondial comprennent une série d'initiatives phares, parmi lesquelles on peut citer : a) l'organisation de forums nationaux et régionaux et du Forum urbain mondial ; b) l'organisation de diverses campagnes d'information ; c) la fourniture de services consultatifs à l'échelle mondiale.

29. Organisé par ONU-Habitat, le Forum urbain mondial est la première conférence mondiale sur l'urbanisation et les villes durables. Depuis sa première session, qui s'est tenue à Nairobi en 2002, le Forum est organisé tous les deux ans afin d'examiner

³ Voir ONU-Habitat, « Urban labs: a tool for integrated and participative urban planning », 2016.

les questions pressantes concernant l'urbanisation rapide et ses conséquences pour les populations, les villes, les économies, le climat et les politiques.

30. La onzième session du Forum urbain mondial s'est tenue à Katowice, en Pologne, du 26 au 30 juin 2022. En dépit des conditions difficiles liées à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et des problèmes géopolitiques régionaux, la session a accueilli 17 000 participants (en présentiel et en ligne).

31. Organisée en coopération avec le Gouvernement égyptien, la douzième session du Forum urbain mondial s'est tenue au Caire du 4 au 8 novembre 2024. Il s'agissait de la première fois que le Forum avait lieu dans une mégalopole de plus de 20 millions d'habitants, et cette occasion a marqué le retour du Forum en Afrique, après plus de 20 ans. Le thème de la session, « Tout commence chez-soi : actions locales pour le développement durable des villes et communautés », a mis en avant la contribution essentielle de la population et des administrations locales et régionales à la réalisation du développement durable, dans le cadre d'une approche associant l'ensemble des pouvoirs publics et mobilisant toute la société.

32. ONU-Habitat organise des forums urbains régionaux afin d'améliorer la collaboration, de partager les connaissances et de renforcer les partenariats, l'objectif étant de mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes. Ces forums mettent en lien les plateformes locales, nationales et mondiales et permettent aux pays qui se heurtent aux mêmes problèmes urbains d'échanger leurs données d'expérience et d'élaborer des solutions régionales.

33. Plus spécifiquement, en Afrique, la Commission de l'Union africaine et les États membres de l'Union africaine ont mis en place le Forum urbain africain en 2022. La création du Forum reflète l'attention croissante accordée à l'urbanisation rapide en Afrique, qui s'accompagne de possibilités et de défis, et la nécessité de créer un forum continental favorisant l'adoption d'une approche inclusive et globale, afin d'exploiter le potentiel de l'urbanisation sur le continent. La première édition du Forum urbain africain a été organisée à Addis-Abeba du 4 au 6 septembre 2024, en collaboration avec l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le principal texte issu du Forum a été la Déclaration d'Addis-Abeba sur l'urbanisation durable pour la transformation de l'Afrique.

34. Dans les États arabes, le cinquième Forum ministériel de la région arabe pour le logement et le développement urbain s'est tenu à Tripoli en décembre 2023. Ce forum a offert une occasion unique aux participants issus des pays de la Ligue des États arabes de présenter des études techniques et scientifiques et des documents de recherche, ainsi que de partager leur expérience sur divers enjeux liés au logement, tels que les cadres réglementaires et les moyens novateurs d'améliorer le secteur urbain.

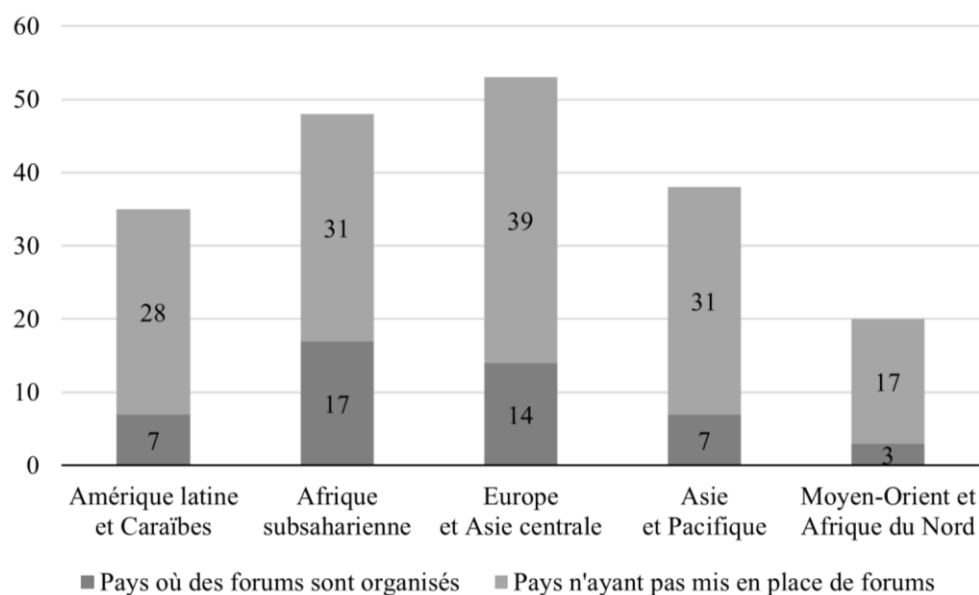
35. Dans la région Asie-Pacifique, ONU-Habitat a contribué aux travaux de la huitième session du Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation, tenue du 22 au 26 octobre 2023 et organisée conjointement par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et le Gouvernement de la République de Corée. Le Forum, qui a rassemblé plus de 1 800 participants de 30 pays et de plus de 80 villes, a été l'occasion de lancer la publication intitulée « *Crisis Resilient Urban Futures: the Future of Asian and Pacific Cities 2023* ». La sixième session du Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation, qui s'est tenue à Suva du 5 au 7 septembre 2023, a servi de cadre pour l'organisation de plus de 50 manifestations parallèles et connexes. Elle a débouché sur l'adoption de la Déclaration de Suva sur l'urbanisation durable dans le Pacifique, qui vise à accélérer l'action menée à tous les niveaux pour bâtir des villes et des communautés inclusives, sûres et résilientes face aux changements climatiques dans les pays insulaires du Pacifique.

36. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Forum régional sur les objectifs de développement durable s'est tenu à Santiago du 15 au 19 avril 2024, le Forum urbain d'Amérique centrale a été organisé à San Pedro Sula (Honduras) en mai 2024, et le Forum urbain des Caraïbes s'est tenu à Saint-Domingue du 26 au 28 juin 2024. Le Forum urbain des Caraïbes a été un événement décisif pour les professionnels du développement urbain, les décideurs politiques et les parties prenantes de l'ensemble des Caraïbes. Cette année, il a été consacré aux thématiques essentielles que sont l'innovation, la technologie, les changements climatiques et l'urbanisme durable.

37. Les forums urbains nationaux, qui offrent un cadre propice pour la formulation de politiques urbaines nationales inclusives, ainsi que pour l'élaboration et l'examen de politiques fondées sur des données probantes, permettent de favoriser le dialogue aux niveaux national et local, l'objectif étant de montrer la manière dont les priorités du Nouveau Programme pour les villes sont mises en œuvre au niveau local.

38. Des forums urbains nationaux ont récemment été mis en place ou organisés en Azerbaïdjan, à Cabo Verde, en Espagne, en Guinée-Bissau, au Kenya, au Koweït, au Liban, en Malaisie, au Népal, en République démocratique du Congo, en République dominicaine, en Serbie, en Tunisie, en Türkiye et dans les Territoires palestiniens. À l'heure actuelle, le Cambodge, le Myanmar, les Philippines et la République démocratique populaire lao organisent des forums urbains nationaux tous les ans.

Pays ayant mis en place des forums urbains nationaux



39. La Campagne urbaine mondiale a connu un essor considérable, passant de 210 à 305 organisations partenaires au cours de la période à l'examen. En 2022, la coalition s'est employée en priorité à promouvoir l'accélération de la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes en menant une campagne thématique intitulée « The City We Need Now » (La ville qu'il nous faut maintenant). En 2023 et en 2024, les efforts se sont concentrés sur la campagne « Housing Matters », qui vise à explorer et à mettre en lumière des solutions à la crise du logement.

40. Chaque année, en octobre, ONU-Habitat et ses partenaires organisent durant un mois des activités, des manifestations et des débats sur la viabilité urbaine. L'initiative Octobre urbain est l'occasion de participer aux débats sur les défis et les possibilités que représente l'évolution rapide de nos villes et de nos villages. Octobre urbain

commence par la Journée mondiale de l'habitat, le premier lundi du mois, et se termine par la Journée mondiale des villes, le 31 octobre.

41. En 2022, le mois a débuté avec la Journée mondiale de l'habitat, à Balikessir (Türkiye), et s'est achevé par la Journée mondiale des villes, à Shanghai (Chine). Près de 5 millions de personnes ont été touchées par ces célébrations, et plus de 400 événements ont été organisés tout au long du mois. En 2023, Octobre urbain a encouragé la communauté internationale à participer à des débats et à des activités sur la résilience de l'économie urbaine et le financement d'un avenir urbain durable pour tous.

C. Rôle consultatif au niveau mondial

Groupe consultatif pour les autorités locales et régionales

42. À l'issue du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023, le Secrétaire général a créé le Groupe consultatif pour les autorités locales et régionales, qui est chargé de donner des conseils sur des questions liées à la mobilisation et à l'action de ces autorités, l'objectif étant d'aider les États Membres à prendre des décisions sur les mesures à adopter pour faciliter le relèvement après des crises multiples aux effets conjugués et à mettre en œuvre les normes et les accords internationaux, notamment en ce qui concerne le développement durable, l'égalité des genres, l'inclusion sociale, l'action climatique, le Nouveau Programme pour les villes et les droits humains. En 2023 et en 2024, le Groupe consultatif s'est employé à atteindre ses objectifs, conformément à son mandat, en menant des activités de facilitation, de mobilisation stratégique et de sensibilisation. Au cours de la période considérée, les quatre produits ci-après ont été présentés au Secrétaire général : des priorités stratégiques, des modalités de renforcement de la mobilisation, des solutions au niveau des pays et une stratégie globale des Nations Unies visant à favoriser la collaboration avec les autorités locales et régionales dans le cadre des processus intergouvernementaux.

43. Le Groupe consultatif pour les autorités locales et régionales, qui a été créé dans la perspective du Sommet de l'avenir de 2024, a offert aux États Membres une occasion unique de promouvoir un multilatéralisme inclusif, en réseau et efficace, comme le prévoit le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre programme commun » (A/75/982). Les recommandations du Groupe consultatif sur la participation des autorités locales et régionales aux processus intergouvernementaux ont contribué à guider les débats menés par les États Membres dans le cadre du Pacte pour l'avenir, ce qui a conduit à l'adoption de la mesure 55 du Pacte. ONU-Habitat, qui assure le secrétariat du Groupe consultatif, élabore actuellement un plan d'action pour l'après-Sommet afin de faciliter la mise en œuvre du Pacte.

44. Pendant les consultations relatives au Pacte pour l'avenir, le Groupe consultatif a travaillé avec ONU-Habitat, en collaboration avec Cités et Gouvernements Locaux Unis et le Cabinet du Secrétaire général, afin d'échanger avec les États Membres dans le cadre du Groupe des Amis d'ONU-Habitat, de l'urbanisation durable et du Nouveau Programme pour les villes, ainsi qu'avec d'autres réseaux de collectivités locales et régionale et d'autres entités des Nations Unies, y compris le Bureau de la coordination des activités de développement et les membres de la coalition Local 2030. Le Groupe des Amis a indiqué qu'il s'intéressait au suivi du Pacte et des manifestations thématiques connexes de haut niveau et qu'il souhaitait s'appuyer sur la mobilisation des autorités locales et régionales et d'autres acteurs locaux.

Conseil consultatif de personnalités éminentes pour le zéro déchet

45. En réponse à la crise mondiale liée aux déchets, le 14 décembre 2022, l'Assemblée générale a adopté la résolution 77/161, par laquelle elle a proclamé le 30 mars Journée internationale du zéro déchet. Le 30 mars 2023, lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le rôle du zéro déchet en tant que solution transformatrice au service de la réalisation des objectifs de développement durable, le Secrétaire général a annoncé la création du Conseil consultatif de personnalités éminentes pour le zéro déchet, qui serait chargé de promouvoir des initiatives zéro déchet aux niveaux local et national au moyen d'actions de sensibilisation et de la diffusion de bonnes pratiques et d'exemples de réussite. Le Conseil consultatif a été mis en place pour trois ans, et ONU-Habitat et le Programme des Nations Unies pour l'environnement en assurent le secrétariat.

D. Messages de sensibilisation à l'échelle mondiale

Accès universel à un logement convenable

46. Conformément à l'objectif prioritaire à l'échelle du système consistant à ne laisser personne de côté, ONU-Habitat a continué de mener des activités visant à permettre aux personnes vivant dans la pauvreté, et tout particulièrement à celles qui vivent dans une extrême pauvreté, d'accéder à un logement adéquat. Pour remédier aux problèmes liés aux établissements informels et aux cinq privations auxquelles sont exposés les habitants de taudis⁴, ONU-Habitat a continué de fournir une assistance technique et d'apporter des améliorations directes dans les quartiers de plus de 40 pays, par l'intermédiaire du programme participatif d'amélioration des taudis. Le projet de rapport sur l'état mondial de la transformation des bidonvilles a été achevé en 2024, ce qui conclut la phase actuelle de mise en œuvre du programme.

47. ONU-Habitat est résolu à mettre fin au sans-abrisme. Dans cette optique, il a poursuivi son partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales et un large éventail d'organisations de la société civile, conformément à la résolution 78/172 de l'Assemblée générale, dans laquelle cette dernière a demandé que soient analysées différentes situations liées au sans-abrisme. Un rapport sur les politiques et programmes inclusifs visant à lutter contre le sans-abrisme sera présenté à l'Assemblée générale en 2025.

48. ONU-Habitat a continué d'aider les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des systèmes et des politiques de logement fondés sur les droits humains. Dans ce domaine, son travail consiste principalement à établir des profils de pays en matière de logement et à concevoir des politiques nationales de logement, activités pour lesquelles une assistance technique a été fournie à plus de 40 pays. Ses travaux s'appuient également sur « l'approche centrée sur le logement⁵ » et sur la Stratégie mondiale du logement dont le Conseil d'administration d'ONU-Habitat a fait la promotion dans ses résolutions 23/16 et 24/9 sur les stratégies nationales et locales inclusives en matière de logement en vue de réorienter la Stratégie mondiale du logement.

49. ONU-Habitat soutient l'adaptation du cadre stratégique pour la transformation des bidonvilles aux niveaux régional et national. À sa deuxième session, en 2023, l'Assemblée d'ONU-Habitat a adopté la résolution 2/2, qui fournit un cadre stratégique pour la transformation des bidonvilles, et la résolution 2/7, par laquelle

⁴ Absence de solution durable de logement, espace de vie insuffisant, manque d'accès à une eau sans risque sanitaire, manque d'accès à l'assainissement et insécurité des droits fonciers.

⁵ Voir résolution 25/4 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, par. 16.

elle a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le logement convenable pour tous. Il s'agit du premier organe subsidiaire thématique mis en place par un organe directeur d'ONU-Habitat et du seul organe intergouvernemental à participation universelle sur le logement.

50. Les réunions d'information avec le Groupe des Amis d'ONU-Habitat, de l'urbanisation durable et du Nouveau Programme pour les villes ont facilité le partage d'idées et la collaboration entre les membres du Groupe, lesquels ont pu solliciter un appui pour les initiatives stratégiques et les manifestations d'ONU-Habitat, telles que la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat et les travaux de la Troisième Commission de l'Assemblée générale sur la résolution relative à la lutte contre le sans-abrisme.

Action climatique urbaine et protection de l'environnement

51. ONU-Habitat a renforcé son mandat relatif à l'action climatique urbaine locale et multiniveaux en faisant du renforcement de l'action climatique et de l'amélioration de l'environnement urbain l'un des quatre domaines de changement de son plan stratégique pour la période 2020-2025, l'objectif étant d'assurer une urbanisation durable. Le rôle fondamental de l'action climatique locale, étayée par un solide cadre de gouvernance à plusieurs niveaux, a été réaffirmé à la première réunion ministérielle sur l'urbanisation et les changements climatiques (17 novembre 2022), qui s'est tenue lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et à la deuxième réunion ministérielle sur l'urbanisation et les changements climatiques (6 décembre 2023), qui a eu lieu lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties. Ces réunions ont été facilitées par ONU-Habitat et codirigées avec les présidences de l'Égypte et des Émirats arabes unis, où se sont déroulées les conférences. ONU-Habitat a également aidé la présidence de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à lancer l'initiative SURGe (Résilience urbaine durable pour la prochaine génération) et a coprésidé le Sommet sur l'action climatique locale tenu lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties, au cours de laquelle a été lancée la Coalition pour des partenariats multiniveaux de grande ambition pour l'action climatique.

52. À sa deuxième session, l'Assemblée d'ONU-Habitat a adopté la résolution 2/5, dans laquelle elle a souligné la nécessité de renforcer les liens entre l'urbanisation et la résilience face aux changements climatiques dans le cadre des travaux d'ONU-Habitat, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris. En outre, l'Assemblée a demandé à ONU-Habitat de mener à plus grande échelle son programme phare « RISE-UP: Resilient Settlements for the Urban Poor » (Des établissements humains résilients pour les populations pauvres des zones urbaines) visant à faciliter l'adaptation des villes et à renforcer la résilience face aux changements climatiques dans les zones vulnérables du monde, qui finance actuellement des projets d'un montant total de 120 millions de dollars dans 30 pays et constitue le principal cadre d'action d'ONU-Habitat pour l'action climatique communautaire, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

53. Un appui important a été fourni au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat pour l'élaboration de son rapport spécial sur les changements climatiques et les villes, qui devrait être publié en 2027, et une série de plateformes régionales ont été mises en place tout au long de 2023 afin de présenter les besoins locaux et de faciliter les partenariats avec les champions de l'innovation, en amont de la conférence Innovate4Cities, qui s'est tenue en 2024.

Territorialisation des objectifs de développement durable

54. ONU-Habitat a été à la tête des efforts mondiaux en faveur de la territorialisation des objectifs de développement durable, en collaborant avec l'ensemble des entités du système des Nations Unies, ce qui lui a permis d'accroître la pertinence de son mandat et de ses projets à l'échelle mondiale. Conformément à la décision du Conseil exécutif d'ONU-Habitat, les États Membres se sont réunis à la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat, en juin 2023, et ont approuvé la première résolution sur l'adaptation des objectifs de développement durable aux spécificités locales (résolution 2/6), ce qui constitue une étape historique. Dans cette résolution, l'Assemblée appelle au déploiement d'efforts mondiaux en vue de renforcer la collecte de données, le suivi, les capacités et la gouvernance multiniveaux aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable, et demande à ONU-Habitat de continuer à fournir un appui à cet égard dans le monde entier.

55. En parallèle, ONU-Habitat a poursuivi son travail dans le cadre des plus hautes instances mondiales de décision, en préconisant la mise en œuvre de mesures pertinentes au niveau local et d'approches intégrées en matière de territorialisation, dans l'optique de la réalisation des objectifs de développement durable. Il a ainsi fortement contribué à la prise en compte de la territorialisation et du rôle des autorités locales dans le Pacte pour l'avenir (résolution 79/1 de l'Assemblée générale), ainsi que dans d'importants communiqués ministériels du Groupe des Sept et du Groupe des 20.

56. Sous la présidence italienne du Groupe des Sept et en conséquence directe du communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres du climat, de l'énergie et de l'environnement du Groupe des Sept, tenue en avril 2024, le Ministère italien de l'environnement et de la sécurité énergétique et ONU-Habitat ont lancé une nouvelle initiative mondiale intitulée « Plateforme des partenariats pour la territorialisation des objectifs de développement durable », qui vise à faciliter la territorialisation dans le monde entier. En association avec l'initiative des Villes motrices pour les objectifs de développement durable, la plateforme devrait toucher un milliard de personnes, en soutenant la territorialisation des objectifs dans au moins 50 pays et 1 000 villes. ONU-Habitat aide les villes en renforçant les processus de collecte des données et de prise de décision, en comblant les déficits de financement et en favorisant la mise en œuvre d'initiatives à fort impact. Au niveau national, il apporte un appui à plus de 30 gouvernements en leur fournissant des cadres de territorialisation des objectifs de développement durable pour la mise en œuvre de réformes politiques. Dans le cadre de ces efforts, des liens sont établis avec des réseaux mondiaux tels que la communauté mondiale des Villes motrices pour les objectifs de développement durable, afin de promouvoir l'apprentissage par les pairs et le renforcement des capacités.

57. En outre, ONU-Habitat assure à titre permanent la coprésidence de la coalition Local 2030 et s'occupe de son secrétariat. Cette initiative de territorialisation des objectifs de développement durable à l'échelle de l'ONU fait partie des initiatives à fort impact choisies lors du Sommet sur les objectifs de développement durable, qui s'est tenu en septembre 2023. Grâce au soutien à plusieurs niveaux apporté par le Gouvernement espagnol, le Pays basque, la ville de Bilbao et la Fondation BBK, la coalition a ouvert un bureau à Bilbao en 2024. Elle s'est également associée au Gouvernement italien pour lancer un réseau de connaissances et de données scientifiques. En collaboration avec le Fonds commun pour les objectifs de développement durable, elle a mis au point l'indicateur de territorialisation des objectifs, afin d'aider l'ONU à hiérarchiser les priorités nationales dans ce domaine et à favoriser l'application de mesures catalytiques au niveau local, l'objectif étant de faciliter les six transitions visant à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030

qui ont été présentées lors du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023. Ces six transitions portent sur la transformation des systèmes alimentaires, l'accès à l'énergie propre à un coût abordable, la desserte numérique, l'éducation, l'emploi et la protection sociale, et les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution⁶.

58. La coalition Local 2030 soutient activement la prise en compte de la territorialisation en tant que question transversale, afin d'accélérer les transitions et la mise en œuvre des objectifs de développement durable, en particulier dans les forums de haut niveau, l'idée étant de faire en sorte que la territorialisation soit abordée lors des sessions du forum politique de haut niveau pour le développement durable, du Sommet sur les objectifs de développement durable, de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Réunion-bilan à l'échelle des Nations Unies sur la transformation des systèmes alimentaires et du Forum mondial sur les réfugiés.

Prosperité et sources de financement locales

59. Plus de 80 % du produit intérieur brut mondial est généré dans les villes et plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines. Le développement de l'urbanisation est souvent plus rapide que celui des capacités des autorités locales, d'où la nécessité de renforcer le soutien institutionnel et les ressources financières pour répondre aux nouveaux besoins. Afin d'élaborer de nouveaux cadres de financement durable destinés aux villes, ONU-Habitat étudie plusieurs dispositifs de financement durable visant à favoriser des transitions sociales justes et équitables, dans la droite ligne du Programme 2030.

60. ONU-Habitat a également mis au point l'outil en ligne ROSRA (Rapid Own Source Revenue Analysis) afin d'aider les autorités locales et nationales des pays en développement à obtenir des financements adéquats. Un appui a été fourni aux administrations locales en Égypte, en Iraq, au Kenya, au Kirghizistan et au Malawi, afin de les aider à générer leurs propres sources de revenus, à améliorer l'efficacité des dépenses locales et à optimiser leurs capacités en matière de gestion financière. En outre, pour empêcher le gaspillage des ressources – dont le coût représenterait la moitié du total des investissements publics, en raison d'une mauvaise allocation des ressources et d'un manque d'efficacité – ONU-Habitat a mis au point la méthode du plan d'investissement spatial intégré⁷, qui permet d'identifier les domaines dans lesquels des investissements sont nécessaires au moyen d'indicateurs de durabilité.

61. Le Fonds d'investissement urbain d'ONU-Habitat va plus loin : il propose des études préalables de faisabilité des projets d'infrastructures urbaines et apporte son assistance afin de rendre ces projets rentables et de faire en sorte qu'ils soient prêts à démarrer. Programme phare d'ONU-Habitat, l'initiative des Villes motrices pour les objectifs de développement durable permet également de mobiliser des ressources essentielles pour la réalisation des objectifs, l'accent étant mis sur la collecte de données et l'application de méthodes inclusives afin de définir les priorités de développement.

⁶ Voir Groupe des Nations Unies pour le développement durable, « Six transitions: investment pathways to deliver the SDGs », septembre 2023.

⁷ Voir Aga Khan Agency for Habitat et ONU-Habitat, *Integrated Spatial Plan for Environmental and Socio-Economic Resilience: Khorog, Tajikistan – Compendium of Reports Phase2* (Nairobi, 2023).

Interventions en cas de crises urbaines et relèvement

62. En juin 2023, reconnaissant la nécessité d'adopter une approche intégrée pour faire face efficacement à la fréquence et à l'intensité croissantes des crises climatiques et induites par l'homme qui touchent les établissements humains, l'Assemblée d'ONU-Habitat a adopté la résolution 2/9 sur la création d'un cadre de résilience des établissements humains pour l'alerte rapide, la prévision, la réduction des risques, la réponse aux crises, et le relèvement et la reconstruction après une crise.

63. ONU-Habitat a participé activement aux interventions de réponse aux crises et aux efforts de relèvement menés dans plusieurs pays et régions, notamment en Afghanistan (tremblement de terre en 2023), en Libye (inondations en 2023), en République arabe syrienne (tremblement de terre en 2023) et à de nombreux autres endroits. En réponse à une demande formulée par le Conseil exécutif en novembre 2023, ONU-Habitat a déployé une mission chargée d'étudier des stratégies visant à faire face à la crise aiguë dans la bande de Gaza, ce qui vient s'ajouter à ses activités de réponse aux crises urbaines. Le rapport préliminaire de la Directrice exécutive d'ONU-Habitat sur l'état d'avancement des efforts de reconstruction des établissements humains dans la bande de Gaza (HSP/EB.2024/INF/6) a été présenté aux États Membres à la première session du Conseil exécutif, en 2024.

64. En Ukraine, ONU-Habitat a élaboré un cadre d'intervention et mis en place un laboratoire urbain à Kyïv⁸, afin de soutenir les activités locales de planification du relèvement urbain et de réforme du logement.

65. En juin 2023, ONU-Habitat a lancé son plan institutionnel mondial sur les solutions aux déplacements internes, qui vise à lui permettre de maximiser sa contribution à l'action menée par l'ONU pour transposer à plus grande échelle des solutions durables, conformément à son plan stratégique pour la période 2020-2025. Le plan institutionnel mondial a été élaboré en réponse au Programme d'action du Secrétaire général sur les déplacements internes, lancé en juin 2022. Il s'agit d'un nouveau cadre d'action soutenu par l'ONU, visant à trouver des solutions aux déplacements urbains et à fournir un appui aux autorités locales.

V. Activités menées dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes

A. Alignement sur la réforme du système des Nations Unies pour le développement

66. ONU-Habitat a entrepris des efforts pour s'aligner sur la réforme du système des Nations Unies pour le développement, conformément à la résolution 72/279 de l'Assemblée générale, intitulée « Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ». Pour ce faire, il a été nécessaire d'appliquer une approche intégrée au programme de réforme, en mettant en œuvre des stratégies d'urbanisation durable à l'échelle du système. Au sein d'ONU-Habitat, des changements structurels et des ajustements opérationnels ont été mis en place en interne afin d'assurer l'intégration de la réforme et la conformité avec celle-ci. Au niveau de la structure institutionnelle interne, la nouvelle politique d'architecture régionale a été lancée en 2020 afin de mettre l'accent sur les activités de représentation régionale et nationale d'ONU-Habitat et de réaffirmer la

⁸ Voir <https://unhabitat.org/ukraine>.

complémentarité des aspects normatif et opérationnel de son mandat, l'objectif étant de répondre rapidement aux besoins des États Membres.

67. En ce qui concerne les opérations menées au niveau des pays, ONU-Habitat a progressivement adopté l'esprit d'intégration sur lequel se fonde le nouveau cadre de gestion et de responsabilité⁹, sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, afin de répondre aux priorités définies dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui sont les instruments permettant aux entités du système des Nations Unies d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes, à titre individuel et conjointement.

68. ONU-Habitat apporte également son expertise et ses connaissances aux plateformes de collaboration régionale en contribuant aux examens par les pairs et aux coalitions thématiques. À titre d'exemple, il a notamment participé aux travaux de la plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique, en aidant les coordonnatrices et les coordonnateurs résidents à atteindre les cibles de l'objectif 11 et en participant au Forum africain sur les objectifs de développement durable aux côtés de la CEA. Il codirige également la coalition thématique régionale sur le développement numérique, dans le cadre de laquelle sont menées des initiatives visant à créer des villes intelligentes. Dans les États arabes, ONU-Habitat fournit des données urbaines à la plateforme régionale de données « Manara », en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Dans la région de l'Asie et du Pacifique, il coprécide avec l'Organisation internationale pour les migrations le groupe sur la mobilité humaine et l'urbanisation, qui est chargé des questions liées aux migrations, au logement et à l'adaptation aux changements climatiques. En Amérique latine et dans les Caraïbes, ONU-Habitat coprécide en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) un groupe chargé de promouvoir le développement urbain dans les débats sur les objectifs de développement durable. En Europe de l'Est et en Asie centrale, il soutient la plateforme de collaboration régionale sur les données et les statistiques, et travaille en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies sur des questions telles que la protection sociale et la résilience, entre autres priorités.

69. Dans le cadre du processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement, ONU-Habitat a également redoublé d'efforts pour se repositionner en tant que coordonnateur des questions relatives à l'urbanisation durable à l'échelle du système. Il est également parvenu à mieux cibler ses messages de sensibilisation, en soulignant l'importance de l'urbanisation durable, outil essentiel et catalyseur permettant d'accélérer la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et la réalisation des objectifs de développement durable.

B. Activités normatives et opérationnelles menées en collaboration avec les entités du système des Nations Unies pour le développement

70. ONU-Habitat dispose de 4 bureaux régionaux et de 90 bureaux de pays, et travaille en collaboration avec ses partenaires du système des Nations Unies pour le développement pour mettre en œuvre ses activités normatives et opérationnelles au niveau national.

71. En Afrique, le Bureau régional pour l'Afrique collabore activement avec les partenaires de l'ONU sur diverses questions, notamment avec la CEA et les

⁹ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, Cadre de gestion et de responsabilité du système des Nations Unies pour le développement et du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies (2021).

institutions régionales telles que la Commission de l'Union africaine. En septembre 2023, ONU-Habitat a participé au Sommet africain sur le climat et à la Semaine africaine du climat, s'employant à promouvoir des voies de développement urbain durable et le renforcement de l'action climatique. Ces manifestations ont donné lieu à des déclarations et à des résolutions soulignant la nécessité de favoriser des voies urbaines justes et une action climatique intégrée. En outre, le cadre régional harmonisé pour la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes en Afrique¹⁰ a été élaboré par la Commission de l'Union africaine, conjointement avec ONU-Habitat et la CEA. Le cadre est conforme au projet de transformation porté par l'Agenda 2063 et porte sur les questions urbaines en Afrique. Le programme de résilience urbaine en Afrique, élaboré avec la Commission de l'Union africaine, est devenu l'un des piliers qui contribue à limiter les pertes liées aux catastrophes et à favoriser le développement durable.

72. Dans la région arabe, le Bureau régional pour les États arabes a organisé le Forum ministériel arabe sur le logement et le développement urbain, qui s'est tenu à Tripoli les 19 et 20 décembre 2023 et qui reste une référence parmi les diverses initiatives conjointes menées avec la Ligue des États arabes. Par l'intermédiaire du Bureau régional pour les États arabes, ONU-Habitat a appuyé la mise en œuvre de la stratégie arabe pour le logement et le développement urbain durable à l'horizon 2030 et facilité l'établissement de rapports sur le Nouveau Programme pour les villes. En collaboration avec la CESAO, ONU-Habitat met en œuvre plusieurs projets, un accent particulier étant mis sur la territorialisation des objectifs de développement durable et la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes. De 2022 à 2024, trois examens locaux volontaires ont été élaborés conjointement et réalisés dans la région arabe, et quatre autres sont en cours. En juillet 2024, le Bureau régional pour les États arabes et la CESAO ont lancé l'Académie des maires arabes, à laquelle participent 12 personnes originaires de l'Égypte, de l'Iraq, du Liban, de la Jordanie, du Maroc, de la Tunisie et des Territoires palestiniens. Pour accélérer l'action climatique dans la région, qui est très vulnérable, le Bureau régional pour les États arabes a élaboré une stratégie régionale de lutte contre les changements climatiques pour la région arabe (2022-2025). Ce document d'orientation souligne l'engagement pris par ONU-Habitat de renforcer l'action climatique à plusieurs niveaux afin de favoriser la résilience urbaine de la région arabe.

73. Dans la région Asie-Pacifique, ONU-Habitat continue de participer à des plateformes de collaboration régionale, telles que le Forum pour le développement durable de la région Asie-Pacifique, afin de relever différents défis régionaux. La fourniture de services consultatifs sur l'élaboration de politiques en matière d'eau et d'assainissement est restée une priorité dans le cadre des travaux normatifs que le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, situé à Fukuoka, mène dans plusieurs pays de la région, tels que le Népal, la République démocratique populaire lao et Sri Lanka. En outre, ONU-Habitat a préconisé une approche populaire du relèvement et de la reconstruction après une catastrophe ou un conflit, qui place les personnes touchées au centre du processus de développement et de relèvement après une catastrophe ou un conflit. En étroite collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, ONU-Habitat mène une action concertée en Afghanistan pour promouvoir la planification tenant compte des risques et la réduction des risques de catastrophe, l'accent étant mis sur l'accès au logement et la mise à l'abri.

¹⁰ Commission économique pour l'Afrique, *A Harmonized Implementation Framework for the New Urban Agenda in Africa*, (Addis-Abeba, 2020).

74. En Amérique latine et dans les Caraïbes¹¹, le Forum des ministres et hauts responsables du logement et de l'urbanisme d'Amérique latine et des Caraïbes a organisé une réunion sur le thème « Financer l'atténuation des changements climatiques dans les établissements urbains », qui s'est tenue à Buenos Aires en avril 2023. Y ont participé les représentants de 28 États Membres, ainsi que la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes et ONU-Habitat, qui assurent le secrétariat technique du Forum.

75. Dans d'autres régions, ONU-Habitat est demeuré un organisme non résident dans la plupart des pays d'Europe et d'Asie centrale, entretenant des contacts directs limités avec les gouvernements en ce qui concerne le logement et le développement durable, la fourniture de conseils sur les politiques à suivre, le renforcement des capacités et l'assistance technique. Plusieurs interventions ont été mises en œuvre au niveau des pays au cours de la période considérée.

76. En plus des activités du bureau de projet au Kosovo¹² et de diverses initiatives menées en collaboration avec des entités du système des Nations Unies en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan, en Moldavie, en Ouzbékistan, en République kirghize et au Tadjikistan, de nouveaux bureaux de projet ont été mis en place en Azerbaïdjan et en Ukraine en 2023.

C. Suivi mondial de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 11 et du Nouveau Programme pour les villes, et établissement de rapports à ce sujet

77. En 2023, ONU-Habitat a présenté un rapport mondial sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 11 lors du forum politique de haut niveau¹³. Le rapport fait le point sur la mise en œuvre des cibles fixées au titre de l'objectif 11, qui consiste à faire en sorte que les villes soient ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables. Lors du forum politique de haut niveau de 2023, l'objectif 11 était l'un des principaux objectifs de développement durable à l'examen, avec les objectifs 6, 7, 9 et 17.

78. La conclusion du rapport était la suivante : si des changements majeurs ne sont pas apportés aux politiques et aux investissements urbains, la communauté internationale n'atteindra pas les principales cibles de l'objectif 11 d'ici à 2030. Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne les cibles de l'objectif 11 relatives aux transports et aux politiques urbaines nationales, mais d'importants problèmes subsistent dans d'autres domaines, tels que la prolifération des taudis, le manque d'espaces publics et la mauvaise gestion des déchets. De fortes inégalités existent entre les régions, l'Afrique subsaharienne et l'Asie centrale et méridionale accusant un retard dans la réalisation de la plupart des objectifs.

79. La Plateforme du Programme pour les villes permet de partager à l'échelle mondiale les progrès, les initiatives et les informations concernant la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et la réalisation des cibles des objectifs de développement durable liées aux villes. On y trouve 40 rapports d'activité nationaux sur le Nouveau Programme pour les villes soumis par les États Membres, qui ont

¹¹ En 2022 et 2023, les pays qui ont bénéficié des activités et des projets d'ONU-Habitat étaient les suivants : Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, République dominicaine et Trinité-et-Tobago.

¹² Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

¹³ ONU-Habitat, *Rescuing SDG 11 for a Resilient Urban Planet* (2023).

fourni des éléments essentiels à l'élaboration du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme (2022), ainsi que des lignes directrices et d'autres ressources sur lesquelles s'appuient les États Membres pour établir leurs rapports.

80. En mai 2024, ONU-Habitat a publié des directives révisées sur l'établissement des rapports nationaux¹⁴, dans le cadre de ses efforts visant à aider davantage les États Membres à rédiger leurs rapports nationaux sur l'état d'avancement de l'application du Nouveau Programme pour les villes. Pour faire face à la charge de travail excessive liée aux rapports identifiée par la Directrice exécutive dans un rapport sur les principaux obstacles à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes par les États Membres (HSP/EB.2023/14), les directives révisées proposent de nouvelles modalités d'établissement des rapports, notamment la possibilité de mettre à jour les rapports précédents et d'exploiter les synergies qui existent avec d'autres processus tels que les forums urbains nationaux, les examens nationaux volontaires et les examens locaux volontaires. Les 330 examens locaux volontaires qui ont été publiés à ce jour fournissent de nombreuses informations sur l'état du développement urbain et peuvent contribuer à étayer les rapports nationaux grâce à des données provenant du terrain.

D. Questions transversales

81. Les États Membres se sont engagés à adopter le concept de ville intelligente qui tire parti de la technologie pour garantir un avenir numérique inclusif et soutenir la réalisation des objectifs de développement durable. En réponse à une demande formulée par les États Membres à la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat (voir résolution 2/1), qui s'est tenue en juin 2023, ONU-Habitat élabore actuellement des lignes directrices visant à combler les lacunes mondiales en matière d'élaboration de normes dans le domaine des villes intelligentes et de la numérisation.

82. En 2022, à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'application du Nouveau Programme pour les villes, ONU-Habitat et le PNUD ont lancé une initiative conjointe pour la résilience urbaine intégrée dans les petits États insulaires en développement et les villes côtières. Depuis lors, les efforts se sont intensifiés pour donner la priorité à la mise en œuvre de programmes dans les petits États insulaires en développement dans le contexte de l'appui qu'ONU-Habitat fournit aux pays les moins avancés et aux pays en développement sans littoral.

83. Faisant fond sur les conclusions de la Quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui s'est tenue à Antigua-et-Barbuda du 27 au 30 mai 2024 et a débouché sur l'adoption du « Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente », ONU-Habitat a activement participé à l'action coordonnée du système des Nations Unies visant à mettre en œuvre le Programme et il s'attache à prendre en compte ses éléments les plus pertinents à l'appui de la réalisation du Nouveau Programme pour les villes et de l'objectif de développement durable n° 11.

84. ONU-Habitat a continué d'intégrer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans ses activités normatives et opérationnelles. Des mesures ont été prises afin d'assurer la participation effective des femmes et des filles, en particulier de celles qui risquent d'être marginalisées, et de fixer des objectifs précis en matière de transformation des aspects relatifs au genre dans toute la zone d'opérations d'ONU-

¹⁴ ONU-Habitat, « Reporting on the implementation of the New Urban Agenda: revised guidelines », 2024.

Habitat, notamment par la mise en œuvre du marqueur d'égalité des genres. Par exemple, le programme mondial « Her City¹⁵ », dirigé par ONU-Habitat, a permis de mettre en œuvre des projets transformateurs du point de vue du genre dans 25 villes situées sur tous les continents. En mars 2024, ONU-Habitat a lancé en interne le prix de l'égalité des genres, afin de promouvoir des approches transformatrices en la matière.

85. Tout au long de la période considérée, ONU-Habitat a continué de mener ses activités normatives et opérationnelles en appliquant une approche fondée sur les droits humains, notamment en aidant les États Membres à assurer progressivement la réalisation du droit à un logement convenable, en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant. Au niveau interne, ONU-Habitat a également favorisé l'adoption d'approches fondées sur les droits humains, en renforçant en permanence ses capacités par l'organisation d'ateliers destinés aux réseaux de praticiens et en intensifiant sa collaboration avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, notamment dans le cadre de l'examen périodique universel.

86. ONU-Habitat a continué de renforcer son engagement auprès des enfants et des jeunes au service d'une urbanisation durable, notamment en contribuant au chapitre du Pacte pour l'avenir consacré aux jeunes et aux générations futures et à la Déclaration sur les générations futures figurant à l'annexe II du Pacte. Ces efforts ont permis de souligner le rôle indispensable des jeunes dans la réalisation du Programme 2030 et leur mobilisation en faveur de politiques responsables à l'égard des générations futures.

87. Le Conseil consultatif de la jeunesse d'ONU-Habitat s'est employé à promouvoir les principes de développement urbain axés sur la jeunesse qui guident la mise en œuvre de ses priorités, notamment par l'intermédiaire des initiatives Young Gamechanger et Youth 2030 Cities. ONU-Habitat encourage également la création d'espaces publics et de programmes pour les jeunes ; à cet égard, il a élargi à l'Amérique latine et à l'Asie le dispositif des centres polyvalents pour la jeunesse, en association avec le réseau mondial IntegrHa-bitat, et a œuvré en faveur de la transformation inclusive des communautés.

88. ONU-Habitat s'est attaché à favoriser un développement urbain accessible et inclusif en intégrant la question du handicap et de l'accessibilité dans ses travaux normatifs et opérationnels. En collaboration avec des personnes handicapées, il a conçu et amélioré des espaces publics en Afrique du Sud, au Bangladesh, aux Émirats arabes unis, en Inde, en Jordanie, au Kenya, au Népal et au Viet Nam. S'inspirant de son guide intitulé « *Design Guide on Streets for Walking and Cycling in African Cities* »¹⁶, ONU-Habitat s'emploie également à élaborer des directives sur l'accessibilité des rues et des stations de transport dans les villes africaines, en collaboration avec l'Institute for Transportation and Development Policy, l'Union mondiale des aveugles et des associations de personnes handicapées au Kenya. Par l'intermédiaire du réseau de praticiens sur la sécurité, les droits humains et l'inclusion sociale, ONU-Habitat a également rejoint un groupe de travail, dirigé par l'Agence allemande de coopération internationale et le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, afin de créer une initiative mondiale visant à rendre les villes résilientes et inclusives, dans le cadre d'un programme phare élaboré pour le prochain Sommet mondial sur le handicap qui se tiendra à Berlin en 2025.

¹⁵ ONU-Habitat et Shared City Foundation, *Her City: A Guide for Cities to Sustainable and Inclusive Urban Planning and Design Together with Girls*, troisième édition (Nairobi, 2023).

¹⁶ ONU-Habitat, *Streets for Walking and Cycling: Designing for Safety, Accessibility, and Comfort in African Cities* (2018).

VI. Regard sur l'avenir

89. Le plan stratégique d'ONU-Habitat pour la période 2020–2023 a été prolongé jusqu'en 2025 afin de l'aligner sur le processus d'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Dans le cadre du processus de réforme, ONU-Habitat a intensifié son action en tant que coordonnateur des questions relatives à l'urbanisation durable au sein du système des Nations Unies, en élaborant des messages de sensibilisation qui soulignent le rôle essentiel de l'urbanisation durable pour ce qui est d'accélérer l'application du Nouveau Programme pour les villes et d'atteindre les objectifs de développement durable. La deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat reprendra les 29 et 30 mai 2025.

90. ONU-Habitat a fait progresser la réforme du système des Nations Unies pour le développement, en aidant les États Membres à mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes, tout en renforçant la gouvernance à plusieurs niveaux, en facilitant l'accès à un logement convenable et abordable et la fourniture de services de base, en veillant à ce que la planification urbaine soit inclusive et en favorisant la transformation des taudis et des établissements informels. Les autres activités de collaboration ont porté sur la mobilisation des villes en faveur de l'atténuation des changements climatiques, de l'adaptation à ces changements et de la durabilité environnementale, sur les crises urbaines et le relèvement, ainsi que sur les approches permettant d'obtenir des financements pour les priorités de développement local.

91. Étant donné que le développement de l'urbanisation est souvent plus rapide que celui des capacités des autorités locales, des appels ont été lancés afin de renforcer le soutien institutionnel et les ressources financières de manière à répondre aux nouveaux besoins. ONU-Habitat a étudié des moyens de mettre au point de nouveaux cadres de financement durable destinés aux villes, afin d'accroître les retombées sociales en tenant compte des questions de développement durable liées à la pauvreté urbaine et aux inégalités, à l'enfance, au chômage des jeunes, à intégration des questions de genre et à l'autonomisation des femmes, aux personnes handicapées et aux personnes âgées, ainsi qu'aux droits humains, le but étant de contribuer à la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

92. En 2023, toutes sources confondues, le montant total du financement d'ONU-Habitat a augmenté de 13 % par rapport à l'année précédente, s'établissant à 223 millions de dollars. ONU-Habitat a restauré et stabilisé son financement extrabudgétaire non préaffecté, triplé son budget général, et l'actif net du budget préaffecté de la Fondation se situe actuellement à son niveau le plus élevé depuis 2016. Ces résultats devraient permettre de stimuler les efforts ciblés d'ONU-Habitat à tous les niveaux de gouvernance, la priorité étant donnée aux activités nationales. ONU-Habitat continuera de mobiliser des ressources provenant de diverses sources pour intensifier ses activités institutionnelles et ses initiatives relatives aux programmes, afin de favoriser une collaboration directe et renforcée avec les parties prenantes et ses partenaires nationaux et locaux.

93. En associant des activités telles que l'élaboration d'orientations normatives, le pilotage d'opérations, la sensibilisation, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités afin de parvenir à un développement urbain durable, ONU-Habitat rationalise ses programmes mondiaux et poursuit leur intégration dans le programme ordinaire. Tout en poursuivant ses activités mondiales, ONU-Habitat redoublera d'efforts pour élargir ses initiatives et ses partenariats afin de faire avancer le Nouveau Programme pour les villes et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

94. D'après les informations communiquées, plusieurs cibles associées à l'objectif de développement durable n° 11 ne sont pas en voie d'être atteintes d'ici à 2030, ce qui suggère qu'il faudra apporter des changements majeurs aux politiques et aux investissements urbains. Bien que des progrès aient été accomplis en ce qui concerne les cibles relatives aux transports et aux politiques urbaines nationales, d'importants problèmes subsistent, notamment la prolifération des taudis, le manque d'espaces publics et la mauvaise gestion des déchets. De fortes inégalités existent entre les régions, l'Afrique subsaharienne et l'Asie centrale et méridionale accusant un retard dans la réalisation de la plupart des objectifs. L'accomplissement de progrès mesurables et durables en ce qui concerne l'objectif de développement durable n° 11 restera une priorité. À cet égard, ONU-Habitat continuera de concentrer ses efforts dans les domaines suivants : a) la réalisation d'un accès universel à un logement convenable ; b) l'action climatique urbaine et la viabilité environnementale ; c) la territorialisation des objectifs de développement durable ; d) la prospérité et le financement au niveau local ; e) les interventions en cas de crises urbaines et le relèvement. En outre, il prendra en compte des questions transversales dans la mise en œuvre de ses programmes aux niveaux mondial, régional et national.

95. Pour ce qui est de l'avenir, l'année 2026, qui marquera la moitié de la décennie 2016-2036, sur laquelle s'étend le Nouveau Programme pour les villes, sera un tournant décisif. ONU-Habitat lancera un examen d'ensemble du Nouveau Programme pour les villes avant la publication du rapport quadriennal que le Secrétaire général présentera en 2026 afin de dresser un bilan des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du Programme depuis son adoption, et de définir les mesures supplémentaires à prendre pour surmonter ces obstacles¹⁷ ». Les travaux qui seront menés d'ici à 2026 donneront l'occasion d'examiner de manière approfondie les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, et de marquer les 10 ans de son adoption (« Quito+10 ») en réalisant une évaluation et en formulant des recommandations clés, l'objectif étant que le Programme conserve son efficacité et continue de produire des résultats, en tant que cadre global pour le développement urbain durable.

VII. Recommandations

96. Afin d'accélérer la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, les États Membres pourraient prendre les mesures suivantes :

- a) Donner plus de visibilité à la question de l'urbanisation durable et proposer d'élargir les initiatives et les partenariats visant à faire avancer la réalisation du Nouveau Programme pour les villes et du Programme 2030 lors des réunions importantes qui se tiendront en 2025 ;
- b) Tirer parti des préparatifs de la reprise de la deuxième session de l'Assemblée d'ONU-Habitat pour éclairer les travaux du deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra à Doha du 4 au 6 novembre 2025 ;
- c) S'appuyer sur les réunions prévues en 2025 et renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux, en mobilisant les villes et les acteurs locaux afin de guider l'examen d'ensemble du Nouveau Programme pour les villes avant la publication du rapport quadriennal qui sera présenté en 2026 par le Secrétaire général afin de marquer les 10 ans de l'adoption du Programme (« Quito+10 »).

¹⁷ Voir résolution [71/256](#) de l'Assemblée générale, par. 175.